
Les souvenirs d'un bourgeois de Rouen : Jean-Baptiste Curmer (1782-1870)

Jean-Pierre Chaline

Résumé

Jean-Baptiste Curmer (1782-1870), descendant d'une vieille famille de négociants et fabricants normands, maire de Rouen pendant les Cent-Jours, conseiller général et député sous Louis-Philippe, a laissé des mémoires restés inédits. Successivement défilent le souvenir un peu mythique de l'Ancien Régime, la vision horrifiée de la Révolution, l'image rassurante du «Grand Empereur». Après Waterloo, Curmer fait figure de libéral ; mais l'opposant, en lui, s'efface peu à peu devant le riche notable effrayé par les événements de 1830 et plus encore de 1848.

A travers l'anecdote et la chronique apparaissent peu à peu le visage et la mentalité d'un représentant typique de la haute bourgeoisie rouennaise de la première moitié du XIXe siècle.

Citer ce document / Cite this document :

Chaline Jean-Pierre. Les souvenirs d'un bourgeois de Rouen : Jean-Baptiste Curmer (1782-1870). In: Annales de Normandie, 20^e année, n°1, 1970. pp. 21-39;

doi : 10.3406/annor.1970.5035

http://www.persee.fr/doc/annor_0003-4134_1970_num_20_1_5035

Document généré le 15/05/2016

Les souvenirs d'un bourgeois de Rouen

Jean-Baptiste CURMER (1782-1870)

On ne saurait, aujourd'hui, faire l'histoire de la bourgeoisie sans les méthodes quantitatives : celles-ci s'imposent tout d'abord. Mais une fois que l'on a, grâce à elles, posé des cadres ou défini des catégories fondées sur une solide base statistique, les sources traditionnelles reprennent leur intérêt et leur valeur illustrative : ainsi les archives privées.

Celles-ci sont rares, difficiles à trouver, et c'est paradoxal car celui qui a eu la chance de découvrir et de pouvoir inventorier de tels fonds constate avec étonnement que ces bourgeois du XIX^e siècle, dont on sait si peu de choses malgré la proximité chronologique, ont pourtant beaucoup écrit. Depuis les livres de comptes, notant quotidiennement dans le détail les moindres dépenses du ménage (1), jusqu'aux souvenirs, mémoires ou livres de raison, en passant par les correspondances commerciales ou particulières ou encore les règlements des domestiques, on devrait retrouver, un peu partout, une masse considérable de documents. Or, la plupart du temps, cela reste inaccessible au chercheur.

Il faut incriminer les destructions (2), la méconnaissance de l'intérêt historique de vieux papiers sans valeur marchande, et enfin peut-être même surtout la méfiance, qui serait, dit-on, une vertu normande ... On ne saurait donc trop souligner l'exemple des rares familles qui acceptent d'ouvrir leurs archives à la curiosité des historiens.

Du fonds privé, riche et bien conservé, que les descendants d'une vieille famille rouennaise nous ont aimablement laissé consulter (3), l'une des pièces maîtresses est constituée par un important manuscrit en trois parties, passablement raturé et rectifié, intitulé « Souvenirs d'un bourgeois de Rouen ».

(1) Cf. M. Perrot, *Le mode de vie des familles bourgeoises*, Paris, 1961, VIII - 300 pages.

(2) Ainsi les archives de Pouyer-Quertier semblent avoir brûlé pendant la guerre ; mais par ailleurs, combien de destructions volontaires, notamment pour les archives d'entreprises...

(3) Il s'agit du fonds Stackler, en partie versé aux Archives Départementales de la Seine-Maritime.

Ce texte, resté inédit (4), a été rédigé de 1848 à 1863 environ par Jean-Baptiste-Claude Curmer. Écrit dans un style fort correct, non sans quelques réminiscences littéraires, le récit est avant tout « événementiel » ; sans être exactement une autobiographie, il s'étend longuement sur des faits d'intérêt purement familial. Mais à travers l'anecdote ou la chronique se dessine peu à peu le visage moral, politique et social de l'auteur, avec les éléments qui forgèrent sa personnalité, et tout un ensemble de thèmes, d'idées, de réactions, qui font de lui un représentant très caractéristique de la grande bourgeoisie rouennaise de la première moitié du XIX^e siècle.

*
*
*

Le personnage étant peu connu, il n'est pas inutile de le présenter. Il naquit le 11 novembre 1782 dans une riche famille de négociants et fabricants. Les Curmer étaient originaires de Pont-Audemer, officiers ou négociants ; au début du XVIII^e siècle, l'un d'eux s'installe à Rouen où il épouse la fille du syndic de la Chambre de Commerce de Normandie : il fait donc, dès cette époque, partie de la bonne bourgeoisie locale. Le grand-père de J.-B. Curmer devait passer du négoce à l'industrie en créant à Darnetal une importante manufacture de drap qui employait deux à trois cents ouvriers à la veille de la Révolution (5).

Du côté maternel, c'est le négoce : l'auteur raconte que sa mère avait été « élevée avec beaucoup de soin, *tout à fait en dehors du comptoir*, par un père riche marchand de draps à Rouen », Claude Binet ; sa fortune, ajoute-t-il, « passait pour considérable, bien qu'elle ne s'élevât guère au-dessus de 400.000 livres... ; c'est qu'alors, lorsqu'un commerçant de Rouen atteignait un avoir de 2 à 400.000 livres et même moins, il s'empressait d'acquérir une charge ; sa famille ne s'élevait plus du côté de la fortune, mais elle devenait apte... à entrer dans la magistrature ou dans l'armée ; *c'était avancer*, selon les pensées de ce temps-là ».

C'était aussi l'avis du père de J.-B. Curmer : il décide l'aïeul à acheter un fief noble (6) et, en 1787, une « savonnette à

(4) Il en existe quelques exemplaires dactylographiés ; l'un d'eux nous a été prêté par A. Dubuc, qui s'en était servi pour son article, *Les émeutes de Rouen et d'Elbeuf en 1848*, dans *Études d'Histoire Moderne et Contemporaine*, t. II, 1918.

(5) Arthur Young la visita en octobre 1788 (*Voyages en France*, t. I, Paris, 1931, p. 258).

(6) Le fief de Saint-Saire, aux environs de Préaux ; et dès 1782, il se fait appeler Curmer de Saint-Saire, comme on peut le voir sur le tableau des membres de la loge maçonnique « La Parfaite Union », où il côtoyait de grands négociants comme Havas, Bourgeois, Thézard, etc., (Bibl. Nat., Mss. FM 2 388).

vilain », en l'occurrence une charge de conseiller-secrétaire du Roi auprès du Parlement de Normandie, coûtant près de 200.000 livres et susceptible d'assurer la noblesse à la troisième génération (7).

Tout cela précise la position sociale de l'auteur : alors que tant de bourgeois rouennais du XIX^e siècle ne sont que des parvenus, tels les Pouyer-Quertier, passés en deux générations de la modeste condition de tisserand rural jusqu'à la faite des honneurs et de la richesse, J.-B. Curmer appartient à l'une des plus vieilles familles locales, à une grande bourgeoisie opulente arrivée au seuil de la noblesse. Il en a parfaitement conscience et estime avoir quelque chose à dire, à apprendre aux siens : « J'ai pensé, écrit-il, au début de son récit, que des notes, des mémoires si l'en veut, sur une vie qui comme la mienne s'est écoulée en des temps... mémorables pourrait offrir quelque intérêt, au moins dans ma famille ». Laissons-lui donc largement la parole.



Les souvenirs de l'Ancien Régime constituent le premier thème du récit. A vrai dire, l'auteur, très jeune encore en 1789, a fort peu connu cette période, mais suffisamment cependant pour en garder une image embellie qui doit moins sans doute aux faits vécus qu'à tout ce qu'il a pu lire ou entendre dans son milieu. Image irréaliste et contradictoire où se mêlent le rêve de l'âge d'or, les paradis perdus de l'enfance, mais aussi l'haïssable souvenir d'un temps où la bourgeoisie n'était pas encore la classe dirigeante.

(7) Il l'acheta à Louis Thomas Quesnel, négociant et ebeyin, dont le père l'avait acquise en 1781. Les Quesnel, tout comme les Curmer ou encore les Rondeaux, sont des représentants typiques de la vieille bourgeoisie rouennaise d'Ancien Régime en marche vers l'anoblissement. Dans un autre contexte historique, cette transition se serait faite sans problèmes ; mais ici, à la réaction nobiliaire et à une nettement à abandonner une fructueuse activité commerciale vont s'ajouter les événements révolutionnaires auxquels ces familles participeront, au moins au début. Par la suite, les Rondeaux (qui se faisaient appeler de Montbray jusque vers 1794) abandonnent tout titre nobiliaire, les Quesnel ne s'en embarrasseront guère, et J.-B. Curmer, qui y aurait eu quelques droits lui aussi, déclare : « Trente ans plus tard, à la Restauration, je ne jugeai pas convenable de m'en prévaloir ». On découvre ici une sorte d'aristocratie bourgeoise qui avait d'elle-même une opinion assez haute pour se permettre, après 89, de laisser aux simples parvenus le souci d'acquiescer titres ou particules.

Cf. A. Delavenne, *Recueil généalogique de la bourgeoisie ancienne*, t. II, Paris, 1955, p. 371-373. « La famille Quesnel » ; et P. Leverdier, *Une famille de haute bourgeoisie rouennaise, les Rondeaux*, Rouen, 1928.

Ainsi, et probablement à travers les récits des grands-parents qui l'ont élevé (8), l'Ancien Régime lui apparaît comme un monde patriarcal où les maîtres, quand ils meurent, sont « pleurés par leurs domestiques et leurs fermiers », où l'harmonie la plus totale règne entre les ouvriers et leur patron : « Alors, et par imitation de ce qui se pratiquait dans les campagnes entre paysans et seigneurs, les ouvriers fêtaient dans les grandes circonstances de la famille les chefs de manufactures qui, de leur côté, les appelaient à des tables abondamment servies... ». La naissance du jeune Curmer donne ainsi lieu à de touchantes agapes, dans un style digne de Jean-Jacques Rousseau. L'aïeul, « pieux et janséniste », se retire à cette époque, fortune faite, laissant la direction de sa manufacture à l'aîné de ses six enfants, et va mener une vie de riche rentier dans son hôtel rouennais ou son domaine de Préaux, où il reçoit l'été de nombreux amis.

« Lorsque les visiteurs avaient repris le chemin de la ville, les trois ou quatre curés voisins restaient, fidèle et précieuse ressource de la vie de campagne, assez bien comme hommes de société, tous percevant de riches dîmes... Pour ces réunions intimes, l'arrivée du Mercure de France était le grand événement ; la charade, l'énigme, le logogriphe occupaient les loisirs de cette société qui allait bientôt être bouleversée par les orages révolutionnaires ».

L'âge d'or, par conséquent. Mais l'image est ternie par d'autres souvenirs non moins marquants pour le jeune Curmer. Un de ses oncles, par exemple, est emprisonné sur lettre de cachet ; surtout, une expérience quelque peu humiliante semble l'avoir fortement impressionné : lors d'un voyage, au relais de poste, « on amenait les chevaux pour les atteler à notre coupé lorsqu'un courrier en grande livrée arrive, bientôt suivi de voitures armoriées, ... les maîtres ... jurant, pestant, ordonnant, si bien que l'attelage change de destination... ; force nous fut d'attendre... ». A travers ce médiocre incident, le jeune bourgeois découvre brutalement les véritables hiérarchies sociales : « Mon père ... avait assez vécu pour ne pas s'étonner ; pour moi, je fus furieux et, de ce jour, mes affections ont été pour le Tiers État contre la noblesse ». Cette opinion ne le quittera jamais : il affectera toujours d'appartenir à la « classe moyenne », c'est-à-dire entre le peuple au sens le plus large et l'aristocratie.

(8) Sa mère était morte à sa naissance, et son père, accaparé par l'usine, avait laissé aux grands-parents le soin de l'élever, avec grand soin, précise-t-il : « Cela tenait à la position de mon père... et à la fortune qui devait un jour me revenir ».

et négligera volontairement le titre de noblesse qu'il aurait sans doute pu se faire reconnaître.

Mais tout cela n'était que souvenirs lointains, voire un peu mythiques. La Révolution, que l'auteur a vraiment vécue, va le marquer bien davantage : comme pour beaucoup de ses contemporains, elle aura une influence déterminante sur sa mentalité politique et sociale.

Elle s'ouvre pourtant dans l'allégresse ; les Curmer, comme les autres grands bourgeois rouennais, ont fort bien compris l'intérêt qu'elle présentait pour eux (9) et l'accueillent favorablement : l'aïeul participera même à la municipalité auprès de son ami le manufacturier De Fontenay, maire en 1791.

Des événements de 89, l'auteur retient le chapitre des élégances : « On faisait des cocardes avec du rose et du bleu céleste, parce que la mode était pour les dames de ne porter aucune couleur dure... » ; ou encore l'aspect tragi-comique, quand Rouen s'offre, non sans quelque ridicule, sa petite « prise de la Bastille », avec la capitulation du Vieux Palais devant les troupes du sieur Delépine, fondeur en métaux, qui immortalisera ce fait d'armes sur ses plaques de cheminées...

Mais il y a aussi le drame : Curmer enfant assiste à une bataille entre la troupe et la foule qui cherchait à piller les magasins de blé de Saint-Sever ; un peu plus tard, c'est l'usine paternelle, à Darnétal, qui est le siège d'une émeute : un convoi de blé s'étant réfugié dans la cour, la population affamée crie à l'accaparement et manque de mettre le feu ; bien entendu, ne manque pas de préciser l'auteur, « les ouvriers attachés à la manufacture n'étaient point au nombre des agresseurs ; ils occupaient leurs ateliers et même réclamaient des armes pour repousser l'attaque... »

Les choses s'aggravent après le 10 août et la « déplorable mort de Louis XVI » : le père de Jean-Baptiste, royaliste, entiché de noblesse, imbu des mœurs d'Ancien Régime, est bien vite compromis ; décrété suspect, il doit s'enfuir et passera tout le temps de la Terreur caché chez ses fermiers brayons. Il laisse l'entreprise familiale dans une situation critique, ayant investi ses capitaux dans des prêts à de grands seigneurs désormais émigrés et insolvables (10) ; les troubles, la dépréciation de

(9) Cf. M. Bouloiseau, *Les cahiers de doléances du Tiers Etat du bailliage de Rouen pour les Etats Généraux de 1789*, t. I, Paris, 1957. Introduction générale, p. LXIII : « Les négociants rouennais... détenaient la fortune et on les écartait de l'administration, confiée aux officiers et fonctionnaires royaux. Entre ces deux classes... une lutte sourde se prolongeait... ».

(10) Particulièrement au marquis de Seignelay, châtelain de Blainville.

l'assignat et le départ à l'armée de nombreux employés ont fait le reste. Pour éviter la faillite, l'aïeul reprend la direction, et Jean-Baptiste, à 11 ans, fait les écritures, surveille les ateliers, connaît les privations.

Pour cet enfant choyé, l'épreuve est dure : il note aigrement : « Grâce au maximum, aucune denrée alimentaire ne se trouvait à acheter ; le pain était fourni par la commune... noir et amer comme de la suie, collant, compact, nauséabond... ». Toute cette période de la Terreur l'a véritablement traumatisé : un demi-siècle plus tard, il en parle encore avec horreur : « L'émeute rugissait dans notre bonne ville de Rouen... ; les magistrats municipaux trainés par les rues... les prédications incendiaires des clubs... le bruit sinistre de la générale et du tocsin, toutes réunions même de famille supprimées par l'épouvante générale... la vie de campagne impossible par crainte du pillage où l'on n'aurait pas été, sans sécurité où l'on restait... la brutalité des hommes employés aux ateliers de charité... voilà ce que j'ai vu pendant des mois, des années... ».

Suit cette profession de foi combien révélatrice : « Aussi, resté fidèle aux pensées d'affranchissement du Tiers-Etat, qu'on appellera si l'on veut *classe moyenne* ou *bourgeoisie*, je suis, je le déclare, le plus énergique adversaire du désordre et de l'intervention des masses dans la gestion des affaires du pays ». On ne saurait être plus clair : par une restriction souvent admise au milieu du XIX^e siècle (11), le Tiers-Etat de Sieyès se réduit, pour Curmer, à la seule bourgeoisie : il lui réserve le bénéfice de ce qu'il admet être des « conquêtes de la Révolution » : liberté, abolition des privilèges, et n'envisage en aucune manière l'affranchissement politique du peuple, ainsi rejeté dans une sorte de « quatrième ordre ».

On devine le soulagement de l'auteur lorsqu'arrive le « bienheureux mois de Thermidor qui devait être illustré par la chute de Robespierre et le retour à un ordre de choses moins funeste... ».

Le père peut enfin revenir, mais le bilan est lourd pour les Curmer : créances au recouvrement désespéré, remboursements en assignats sans valeur, ils évaluent la perte à plus d'un million : leur fortune est « réduite à quelques immeubles ». Ce n'est pourtant pas la misère, et les distractions ne manquent pas :

(11) Ainsi, par exemple, Ed. Alletz évoque « le Tiers-Etat, qui, touchant à Paris-tocratie par les lumières et la richesse, à la démocratie par la naissance et le nombre, est assez fort pour remplacer l'une et contenir l'autre... » (*De la démocratie nouvelle*, t. I, Paris, 1837, p. IX).

le jeune homme fréquente le milieu de son père : « la bourgeoisie royaliste, quelques anciens nobles... » ; il se mêle à la jeunesse dorée : « la société se reformait, on était avide de plaisirs... ; chacun voulait réparer le temps perdu ... les bals se succédaient sans interruption, les jeunes gens comme moi ... avaient jusqu'à trois invitations par soirée... »

Cette jeunesse tapageuse, entrecoupée de quelques séjours en pension, s'interrompt brusquement en 1801 ; encore mineur, J.-B. Curmer se trouve jeté seul dans la vie : « Mon père, tourmenté par ses créanciers, exposé à perdre sa liberté, prit le parti de la retraite, me laissant le soin de faire pour le mieux... »

Il va donc, sans transition, passer de l'ambiance débridée du Directoire à une vie beaucoup plus austère et difficile où il révélera une sorte de sagesse bourgeoise, dans la meilleure lignée de Benjamin Franklin (12).

Avant tout, payer ses dettes, respecter les contrats et les règles commerciales : tel est le premier commandement moral pour un bourgeois. Le voilà donc, mineur émancipé sous une tutelle toute symbolique, chargé de redresser l'affaire familiale et de régler son lourd passif.

« J'étais créancier privilégié contre mon père ... pour une somme très considérable, bien supérieure à tout son avoir. Et, d'un autre côté, le passif de son bilan absorbait et au-delà, sans comprendre ma créance, ce même avoir. Si j'avais pris, comme je l'aurais désiré, l'engagement de payer les dettes paternelles, toute ma fortune aurait été absorbée sans que mon père fut libéré... » Fâcheuse situation. L'auteur expose complaisamment la manière honorable dont il est sorti : « Je fis d'abord de lourds sacrifices en faveur des petits créanciers et de ceux que recommandaient des circonstances exceptionnelles... » Il s'agissait ensuite de regagner de l'argent pour payer les autres : Curmer reprend donc l'affaire, « J'eus des droits d'enregistrement énormes à payer, mais je conservai un *moyen de fortune*, et, le temps aidant, quelques opérations avantageuses

(12) Qu'on relise sur ce point l'ouvrage de W. Sombart, *Le Bourgeois*, trad. française, Paris, 1928 ; ou encore R. Pernoud, *Histoire de la bourgeoisie en France*, tome II, Paris, 1969. Citons aussi deux thèses récentes : A. Daumard, *La Bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848*, Paris, XXXVIII - 662 p. ; A.-J. Tudesq, *Les Grands Notables en France (1819-1849). Etude historique d'une psychologie sociale*, Paris, 1964, 2 vol., 1280 p.

aussi, j'ai pu, en vivant modestement, faire chaque année des sacrifices importants en faveur de ces créanciers ; cela n'a pas duré moins de 40 années, pendant lesquelles j'ai eu de plus une pension à servir à mon père ; et à sa mort, sans user d'aucun droit de prescription, prenant la succession par bénéfice d'inventaire, j'ai ajouté ce qui manquait pour solder le reste des créances ».

Ce long et scrupuleux remboursement dont il est si fier supposait un train de vie modeste. Et c'est une autre vertu bourgeoise qui apparaît, l'épargne, par une vie sage, réglée, sans gaspillage. La jeunesse folle est bien finie ; à 20 ans, c'est le fils qui économise, face à un père dissipateur. « De bonnes lectures me consolèrent du sacrifice de la société bruyante » ; autres loisirs, la chasse, la marche qui permet de « s'adonner aux rêveries », et quelques soirées au Cercle Saint-André où « sans frais extraordinaires », on dînait avec les survivants de la société d'Ancien Régime.

« Agis toujours selon l'équité ... et tu réussiras dans toutes les entreprises », proclame la sagesse franklinienne (13) ; la Providence ne pouvait manquer de récompenser tant de vertus, et après quelques temps difficiles, la chance va revenir : à la suite de son père, J.-B. Curmer servait une rente viagère de 10.000 fr à la ci-devant duchesse de Joyeuse ; « la bonne dame était verte et aurait pu aller jusqu'à un âge très avancé... » ; heureusement, elle meurt d'apoplexie, lui laissant tous ses biens. « De la plus grande gêne, ... je passai ainsi à une sorte de richesse, car en ce temps-là, après les désastres financiers de la Révolution, une somme de 10.000 fr se rencontrait plus rarement que 100.000 en 1848 ». En outre, il hérite d'un domaine avec château princier à Cailly, au nord de Rouen.

Va-t-il jouer les hobereaux ? Non ; sagement, il vend le château pour ne pas vivre au-dessus de ses moyens, et se retrouve possesseur de capitaux « rapportant 12 % par an » ; « c'était ce que donnaient les banquiers, avec toutes sortes de garanties, après que les révolutionnaires eurent *dévoré le capital du pays...* La bonne administration du Premier Consul fit bientôt baisser ces bénéfices extraordinaires, mais assez longtemps on fut riche avec un bien mince portefeuille... ».

Donc une vie simple, mais aisée désormais : Curmer habite à Rouen un hôtel « valant quelques mille francs de loyer », servi par deux domestiques. Il garde des relations sérieuses et

(13) Cité par Sombart, *op. cit.*, p. 117.

utiles : magistrats, négociants, et a ses entrées chez le préfet Beugnot dont il vante « l'esprit brillant, les connaissances universelles, le charme inexprimable... ».

A cette vie sage et rangée, il ne manquait que la consécration d'un « beau » mariage. L'auteur a sur la question, et sur la morale en général, des idées très conventionnelles. Il évoque avec réprobation un vieil oncle qui pratiquait « un libertinage toujours compromettant pour des vieillards », ou encore « l'âge où l'on se remarie rarement quand on a quelque bon sens ». Surtout, l'attitude de son père, qui a dilapidé le patrimoine familial dans une vie luxueuse et assez déréglée, l'a profondément choqué. Bien sûr, il ne prétend pas à la sainteté : « Il est certain que, *comme bien d'autres*, j'aurais des confessions à faire, mais les dissipations... n'ont joué qu'un rôle secondaire dans ma vie... ». Ainsi, ce n'est pas tant la dissipation en soi qui lui semble coupable que son excès : il y a un temps pour cela, un âge, sans doute aussi des lieux, mais cela doit rester discret et surtout sans conséquences. Le grand reproche qu'il fait à son père, c'est d'en avoir fait un agent de ruine de sa fortune et de sa réputation : entre le père et le fils, ce sont deux générations qui s'opposent, deux mentalités profondément différentes : d'une part le XVIII^e siècle libertin et dépensier, de l'autre un XIX^e siècle infiniment plus économe, puritain, nous dirions en un mot : bourgeois.

Curmer insiste longuement sur son mariage, conclu en 1808 : à l'époque, note-t-il, « c'était une manie de s'allier avec les généraux et les hauts fonctionnaires... ». Sagement, il choisit la fille d'un riche commissionnaire en rouennerie (14). « Mariage d'inclination... avec cette circonstance heureuse qu'il n'y avait absence de fortune d'aucun côté... ». Bel euphémisme, car c'était à coup sûr un des plus riches mariages de l'année : le futur apportait près de 400.000 fr., en partie grevés il est vrai, et la future pour 150.000 fr. d'immeubles, anciens biens nationaux pour la plupart, en avancement d'un héritage très prometteur. Bonne affaire donc, qui assure définitivement la position du marié : désormais, et jusqu'en 1815, il va collaborer avec son beau-père : travail commercial du mardi au samedi, et le reste du temps, séjour au château de Bardouville (15), où l'on reçoit

(14) Victorine Bourgeois, dont il aura deux filles, fort bien mariées à leur tour (cf. Tableau généalogique en annexe) ; Curmer se félicitera d'être « aussi bien sorti de cette principale tâche de tout père de famille ».

(15) Ancien château des Maignard de la Vaupalière, racheté comme bien national, dominant la Seine face à l'abbaye de Saint-Georges-de-Boscherville. Cf. M. Bouloiseau, *Le séquestre et la vente des biens des émigrés*, Paris, 1937, p. 242.

la meilleure société : les frères Barbet, importants manufacturiers d'indienne, Elie-Lefebvre, riche négociant, voire le maire ou le préfet. Curmer est désormais un notable reconnu : il est adjudant-major dans la Garde Nationale, et le Tribunal de Commerce lui confie des arbitrages ; mais les circonstances vont lui donner en plus une activité politique.

★★

Après le souvenir des années de jeunesse, qui ont modelé sa psychologie, et faisant suite à l'épanouissement bourgeois que nous venons de voir, l'exposé de ses idées et de ses attitudes politiques occupe toute la fin du récit, qui devient étroitement chronologique : successivement défilent l'amirateur de Napoléon, l'opposant libéral, le grand notable orléaniste.

Pour cet homme qui a désormais la hantise du désordre, le régime napoléonien apparaît comme une bénédiction et ses propos dithyrambiques traduisent assez bien le sentiment général de la bourgeoisie rouennaise à cette époque : « Bonaparte avait trouvé la France... sans capital, sans crédit, démoralisée, ayant à sa tête les *expérimentateurs* qui l'avaient conduite à ce degré de misère et de honte par l'abus des *paroles creuses*... Du premier jour... la confiance renaît, le crédit se retrouve... J'en appelle à tous ceux qui avaient l'âge d'homme à cette époque pour dire si toutes les pensées n'étaient pas de demander au ciel la conservation d'une tête si forte, d'un *bras protecteur* si nécessaire... ».

Vision idyllique, rédigée longtemps après, dans le contexte de 1848... N'oublions pas que pour Curmer, l'Empire est aussi le temps heureux de sa jeunesse et du rétablissement de sa fortune. Cependant, il n'exclut pas certaines réserves, car en bon bourgeois, il est avant tout un « civil » : « Personne n'admirait plus que moi le Grand Empereur, mais je n'aimais pas que sous son nom les hommes de l'administration se permissent de traiter en peuple conquis la partie non-militaire de la population... ». Et lors du voyage impérial à Rouen, il s'indigne des réquisitions de chevaux et de voitures pour les besoins de la Cour : de toute évidence, celui lui rappelait certain souvenir d'Ancien Régime...

Devant la défaite et l'invasion de 1814, son sens des affaires se mêle curieusement aux grands sentiments : « Moi qui avais un patriotisme comme on en voit guère, je ne puis dire les peines que j'ai éprouvées aux premiers revers de nos soldats : *l'intérêt*

personnel vint bientôt *augmenter* mes perplexités, nos capitaux étant confiés à des maisons d'Alsace ... et de plusieurs provinces occupées successivement par l'ennemi... ». Et d'évoquer « nos pauvres ouvriers... aujourd'hui pervertis par de funestes prédictions, si dévoués alors au sort du Grand Empereur, si noblement patriotes, si grands dans leurs souffrances... ».

Avec une grande satisfaction, l'auteur expose combien son attitude a été digne, face aux Bourbons « rentrés avec les étrangers » : « Je me trouvai de cœur et par mes anciennes admirations dans les adversaires de l'ordre nouveau... J'aurais pourtant pu, *comme tant d'autres*, ressaisir certains avantages honorifiques... Beaucoup de mes connaissances se faisaient nobles, l'un marquis, l'autre comte, baron ou chevalier, sans autre titre que... la fréquentation d'un café adopté par les aristocrates ; j'aurais eu, moi, ...à invoquer l'achat d'une charge ...par mon grand-père... Mais je méprisai cette chance que *d'autres n'auraient pas manqué de saisir*, et demeurai vilain par antipathie contre le gouvernement... Je cessai même tout service comme officier de la Garde Nationale pour éviter tout serment ».

Cette noble attitude allait trouver sa récompense lors des Cent-Jours : à trente ans, devant le départ de la municipalité royaliste, il « se résigne » à devenir maire de Rouen (16) et le raconte en toute simplicité : « Je fis quelques bonnes choses pendant ma courte initiation aux affaires municipales : je laissai... aux employés sous mes ordres la pensée que je n'étais pas resté au-dessous de ma tâche... ». Et après Waterloo, « les gardes nationaux me permirent de sortir avec plus de dignité des affaires que mes successeurs n'y entrèrent... ».

Désormais, par *fidélité* à l'Empire, par refus de toute restauration de l'Ancien Régime, et aussi tout simplement parce que les royalistes le tiennent à l'écart, Curmer va faire figure d'opposant libéral, ce qui donne la mesure du libéralisme quand on pense qu'il déteste au moins autant le peuple que l'aristocratie.

« Ma place était dans l'opposition, je l'acceptai... Si j'avais eu quarante ans alors, j'aurais à coup sûr obtenu la préférence sur tout autre comme député, mais la Charte était là et je ne m'épargnai pas à influencer les électeurs en faveur d'autres coreligionnaires, ... Stanislas Girardin, Dupont de l' Eure... J'agissais dans les intérêts du parti... Je m'éloignai des cercles où

(16) Fort embarrassé, le préfet Stanislas Girardin, pour assurer la transition, l'avait nommé adjoint ; ses collègues royalistes s'étant retirés, Curmer administra d'abord seul la ville, avant d'être finalement investi le 5 mai 1815. Son remplacement en juillet donnera lieu à toutes sortes de querelles intestines entre royalistes.

l'opinion légitimiste prévalait, mais par contre mes rapports avec les libéraux, nombreux à Rouen, en devinrent beaucoup plus intimes ». Rétrospectivement, au lendemain de 48, l'auteur s'interroge sur son passé libéral : « Je croyais... servir mon pays... Ne préparions-nous pas l'effroyable débordement de dangereuses utopies sous lequel nous avons succombé plus tard ? ». Dès cette époque, il se sent peu à peu dépassé par les éléments plus radicaux de son parti ; avec le temps, l'opposant en lui s'efface devant le notable, l'homme d'ordre. Aux élections de 1827, il songe à se présenter mais n'est pas choisi : « Mes amis étaient les libéraux de l'aristocratie et du grand monde, peu pressés d'aller à ces clubs où s'élaboraient les élections... ». On lui préfère d'autres candidats, « moins éloignés des classes populaires », entendons des petits bourgeois, des boutiquiers, qui forment dès cette époque le gros de l'électorat censitaire rouennais (17). Et lorsqu'en 1830 éclate l'insurrection, il déclare : « A la première nouvelle que j'en eus, je reconnus... un peu tard, que mon parti et moi nous avons été trop loin... J'avais fait pendant 15 ans une opposition opiniâtre à la légitimité restaurée, mais j'étais resté parmi ceux qui voulaient l'amener à reconnaître les faits accomplis pendant la Révolution, à se décider à être constitutionnelle, et ma pensée n'avait jamais été jusqu'à désirer sa chute au risque d'une révolution... Le déchainement populaire n'avait jamais cessé de m'inspirer un grand effroi... ».

Mais son étiquette libérale le suit : il est nommé d'office dans une commission municipale provisoire, et voilà ce conservateur membre d'une municipalité révolutionnaire, aux côtés des « hommes les plus exaltés » comme Auguste Barbet qui veut distribuer des armes au peuple...

Il se défend d'avoir participé à la « ruée sur les places », mais avoue : « L'élection, que je n'aime pourtant guère, à peine rétablie, je me trouvai rappelé aux affaires ». Et pendant toute la Monarchie de Juillet, il incarnera le type-même du notable : grand propriétaire foncier (18), commanditant 4 maisons de commerce, ses loisirs lui permettent encore d'être officier dans la Garde Nationale, conseiller municipal de 1832 à 1848, conseiller général à partir de 1833, enfin député en 1837.

(17) Avec 1.217 inscrits en 1829, Rouen avait une proportion relativement très forte d'électeurs par rapport à la population ; près de la moitié, payant moins de 500 F de cens, étaient de simples commerçants, épiciers, aubergistes, de modestes propriétaires, ou des fabricants très proches encore de l'artisanat. Aux yeux de Curmer, ce n'étaient que des gens du peuple.

(18) Il acquiert de nombreuses fermes et une résidence campagnarde, d'abord au château de Trianel qui domine la vallée de l'Andelle, puis à Saint-Martin-de-Boscherville.

Tout en prétendant s'être fait prier et en déplorant les « soins insipides » nécessaires pour se faire élire, il est fort satisfait de cette dernière distinction : « Il était impossible de ne pas sentir qu'on possédait, avec le titre de député, une petite part du pouvoir... Tout nous le rappelait, les prévenances des collègues..., l'accueil chez les hauts fonctionnaires... ». A la Chambre (19), il se rallie d'abord aux « doctrinaires », mais les abandonnera lorsqu'ils pactiseront avec l'opposition, les accusant de ne chercher qu'« une substitution de ministres à d'autres ministres, avec l'humiliation du roi, qui n'avait pas déjà trop de puissance ».

Consécration de cette activité publique, et aussi de sa fidélité au pouvoir, il reçoit en 1840 la Légion d'honneur, « faveur qui, je me plais à le croire, n'était pas imméritée... ». Il accepte enfin de devenir adjoint au maire Henri Barbet, « pour faire plaisir » au préfet Dupont-Delporte qui souhaitait former une municipalité « en dehors de l'opposition tracassière qui dominait dans la ville » (20).

Ainsi, Curmer, qui naguère faisait figure d'opposant, d'homme de gauche, apparaît bien désormais pour ce qu'il n'avait au fond jamais cessé d'être : un défenseur des privilèges acquis par la grande bourgeoisie, un adversaire résolu de toute démocratisation. « L'opposition et son journal (21) nous furent constamment hostiles... On devenait populaire dans les cafés et les boutiques en discourant à l'Hôtel de Ville contre nos actes... ». Or, même avec le cens, le corps électoral rouennais était justement dominé par des cafetiers et boutiquiers. La démission en 1847, sur un médiocre incident, d'Henri Barbet et de ses adjoints symbolise assez bien la remise en cause du pouvoir des notables par la petite bourgeoisie locale, et annonce à sa manière l'explosion de 1848.



(19) D'après le *Dictionnaire des Parlementaires* de Robert et Cougny, Paris, 1891, tome II, p. 234 : « Il se fit peu remarquer dans la législature. Tous ses votes... furent acquis au ministère ».

(20) Cette municipalité est une bonne illustration de la « grande bourgeoisie au pouvoir », pour reprendre le titre de J. Lhomme :

Le maire, H. Barbet, ex-meneur avec son frère Auguste de la Révolution de 1830 à Rouen, était l'un des principaux manufacturiers locaux ; il payait 7.982 F de cens. Parmi les adjoints, Curmer en payait 2.621 F, surtout en impôt foncier ; Izarn, grand propriétaire également, 1.636 ; Hauguet, négociant, devait voter dans une autre circonscription ; quant à Eugène Dutuit, avocat à titre purement honorifique, s'il ne payait que 870 F de cens, c'est qu'il n'avait pas encore recueilli les millions d'un père riche filateur.

Archives Départementales de la Seine-Maritime, M (série non classée), Listes électorales censitaires pour 1847 ; cf. *Almanach de Rouen*, 1847, p. 108.

(21) Il s'agit du *Journal de Rouen*, avec son rédacteur Visinet.

Celle-ci va fournir le dernier thème du récit, le plus récemment vécu, celui qui finalement éclaire tout le reste, car c'est sous le coup de ces événements que le manuscrit a été rédigé, et tout ce qui précède s'en trouve imprégné, orienté. Curmer, plus que jamais, va pouvoir exprimer son horreur du désordre et sa crainte du peuple, puisque voici « une autre révolution, avec ses mouvements populaires, ses menaces de pillage et d'assassinat, la résurrection enfin de toutes les infâmes pensées des Robespierre et des Babeuf... ».

Les causes ? Il n'en dit mot ; d'une manière générale, il ne parle jamais des origines ou des explications possibles des grands événements contemporains, lesquels lui apparaissent un peu comme des fléaux célestes, des catastrophes qui surviennent sans crier gare : « orages », « bourrasques révolutionnaires », tels sont les mots qu'il affectionne. Et ceci est au fond très révélateur : totalement persuadé du bien fondé de la société et du régime de Louis-Philippe, il ne songe même pas à chercher les causes de leur effondrement ; le système censitaire, qui lie l'exercice des droits politiques à la fortune, lui paraît parfaitement légitime et même déjà trop généreux puisqu'il donne, à Rouen du moins, le droit de vote à des artisans, des détaillants qu'il rejette volontiers dans le « peuple » ; la notion d'un quelconque problème social lui est complètement étrangère, et s'il lui arrive de parler des « souffrances » des ouvriers, voire d'admirer leur « résignation », il n'envisage aucun remède et s'indigne s'ils se révoltent (22).

Le régime censitaire et l'ordre social étant justes et bons par définition, seules la méchanceté et l'ambition de quelques-uns pouvaient les remettre en question. Aux origines de 48, il ne cherche donc pas des causes mais bien des *responsables*, qu'il trouve sans peine dans les organisateurs de la campagne des banquets : « Je voyais les hommes d'opposition jouer avec l'incendie... j'étais de ceux qui apercevaient clairement le boule-

(22) Cette attitude purement négative contraste avec celle d'un autre grand bourgeois rouennais contemporain dont les archives voisinent avec celles de Curmer, André Stackler, manufacturier, d'opinions légitimistes mais beaucoup plus ouvert au problème social et auteur d'un intéressant *Mémoire sur le dépérissement de la classe ouvrière* envoyé au ministre Cunin-Gridaine en 1843. Curmer, lui, s'est bien intéressé à la question des subsistances, mais c'était, en tant qu'adjoint au maire, pour essayer de démontrer que la crise de 1846-47 n'était pas si grave qu'on le disait ; et, fait révélateur, quand il donne le prix du pain, c'est celui du pain blanc, dit « pain bourgeois »...

versement social à la suite de cette misérable campagne d'*ambitieux impatients*, d'envieux de portefeuilles ministériels... » (23).

Le 24 février, Rouen apprend les événements parisiens ; aussitôt, un membre du Conseil municipal, Leballeur, déclare à ses collègues qu'« il commandait à 25.000 ouvriers, que ces braves gens ne voulaient plus de nous pour diriger les affaires de la ville, que lui et trois autres délégués du peuple allaient nous remplacer... La prudence était... le meilleur parti à prendre, entourés comme nous l'étions de populations ouvrières peu sûres, et à 4 heures de distance du volcan en ébullition... ».

Donc, en bons Normands, Curmer et les autres notables décident d'attendre, pour voir, espérant que tout s'arrangera comme en 1830. Espoir vite déçu ; la révolution triomphe, les éléments les plus radicaux s'emparent des postes-clés : l'avocat Deschamps, chef local de l'opposition, est nommé commissaire du Gouvernement Provisoire, Leballeur maire, et Visinet, rédacteur du *Journal de Rouen*, lieutenant-colonel de la Garde Nationale. Aux yeux horrifiés de Curmer, c'est 93 qui recommence : « Tout travail cessa pour la classe ouvrière, qu'il fallut nourrir et que les nouveaux édiles envoyèrent se pervertir au nombre de 18.000 valides... dans des ateliers de terrassement où pas une parcelle du sol n'était remuée ; en revanche, force discours incendiaires, forces sorties contre les riches... étaient donnés en pâture à ces pauvres prolétaires... Les clubs s'étaient ouverts aux quatre coins de la ville, avec leur dévergondage de paroles... Le désordre était partout, les habitants de Déville, Maromme, Sotteville (24) dévastaient les propriétés voisines... les bois plus particulièrement. Les manufacturiers étaient à chaque instant menacés de mort... ».

Seul espoir, pour Curmer, la Garde Nationale, formée surtout de boutiquiers encadrés par la bonne bourgeoisie ; « le corps des officiers, en général, était sage et peu disposé à accueillir les *utopies* »... Malgré les efforts de Visinet, ils refusent catégoriquement l'entrée des « clubistes » dans leurs rangs ; « il était visible qu'une occasion se présentant, la *civilisation menacée* trouverait en eux de dignes soutiens... ». Leurs rapports avec les éléments populaires étaient particulièrement tendus : « Les

(23) Il y a du vrai dans ce jugement, mais il ne faut pas surestimer le rôle de cette campagne : ses organisateurs la voulaient « réformiste » et nullement révolutionnaire. Cf. Louis Girard, *La Deuxième République*, Paris, 1968.

(24) C'est-à-dire la banlieue ouvrière.

gardes nationaux de notre quartier Cauchoise (25) particulièrement, sous la dénomination de la « *côte d'or* », nous étions spécialement désignés aux pillages et aux fureurs de ces masses féroces... ».

Il ne manquait qu'une occasion. Elle allait se présenter lors des élections d'avril 1848 : les modérés l'emportent, Deschamps est écrasé. A la nouvelle d'un résultat aussi contraire à leurs espoirs, « les démagogues de la banlieue se réunirent aux prétendus travailleurs... des ateliers municipaux... et cette masse de populace traversa la ville en y répandant l'effroi par ses cris, ses menaces et ses chants sinistres... ».

L'épreuve de force va se dérouler sur la place de l'Hôtel de Ville ; la foule cherchant à s'emparer de l'édifice, on bat le rappel de la Garde Nationale. Curmer se précipite : « Exprimer l'empressement des bourgeois à se rendre sur la place... est impossible, et beaucoup étaient comme moi depuis longtemps exempts du service militaire... ». Ils reçoivent les cartouches « avec des larmes de joie dans les yeux, à la pensée qu'ils pourraient enfin... avoir raison des misérables qui les avaient si longtemps insultés... ». Scène prudhommesque, ils arrivent à l'Hôtel de Ville — après la bataille et la déroute des assaillants — « avec un enthousiasme admirable, car enfin, nous étions tous, ou peu s'en fallait, pères de famille, et tout portait à croire qu'il y aurait du sang de répandu... ».

Restait à reconquérir les quartiers populaires où l'émeute s'était repliée, barricadant les étroites ruelles autour de St-Hilaire, St-Vivien, St-Maclou ; la nuit tombant, les héros de la garde bourgeoise jugent plus prudent de regagner leurs foyers. L'assaut n'aura donc lieu que le lendemain, 28 avril, avec l'aide de la troupe et surtout de l'artillerie.

Curmer y participe, dans une colonne mixte soldats-gardes nationaux, longeant les murs, fusil braqué sur les fenêtres. Il n'a pas l'occasion de tirer, n'ayant vu aucun ennemi, mais il a tout de même entendu siffler quelques balles... « Faute d'ennemi, je m'avisai de faire la conversation avec les marchands enfermés dans les boutiques... je leur demandai en confidence les maisons qui devaient recéler des combattants ainsi que des munitions, et j'obtins de précieuses révélations... qui nous permirent de faire d'assez nombreux prisonniers... ».

(25) C'est le beau quartier de Rouen, construit à partir du xviii^e siècle sur une pente douce et bien exposée à l'ouest de la ville, où habitaient la plupart des manufacturiers et négociants en cotons.

Tous les quartiers de la rive droite étaient bientôt reconquis, mais sur la rive gauche, dans le faubourg St-Sever, très populaire lui aussi, subsistait une « barricade formidable... faite de pavés et de *brouettes d'ateliers nationaux*... ». L'artillerie en a vite raison, faisant de nombreux morts parmi les insurgés. Ainsi, Rouen n'aura pas attendu le mois de juin : dès le 28 avril, la révolution y est liquidée.

Avec le récit de cette journée « qui donna à l'Europe entière le signal de la répression de l'émeute et du renversement des barricades par le canon » se termine le manuscrit de Jean-Baptiste Curmer.

L'auteur devait vivre encore douze années, riche notable, recueillant de gros héritages, à nouveau conseiller municipal de 1852 à 1865, et conseiller général jusqu'à son décès. Il n'a rien dit du Second Empire : à coup sûr, la poigne du régime du 2 décembre n'était pas pour lui déplaire, mais il n'est pas certain qu'il ait retrouvé dans le neveu le « Grand Empereur » qui avait émerveillé sa jeunesse.

A sa mort, en 1870, il laissera des biens que l'on peut évaluer à 1 million de fr. pour la communauté d'acquêts, dont plus de la moitié en terres ; belle fortune sans doute, mais déjà relativement modeste auprès des millions amassés par les riches parvenus du textile, les Dutuit, les Pouyer-Quertier (26). La bourgeoisie rouennaise, désormais, c'étaient ces gens-là ; Curmer était un peu le survivant d'un monde dépassé.



Il témoigne pourtant d'une époque, et d'un milieu. Tous les traits de mentalité du notable, du bourgeois de son temps, on les retrouve au fil d'un récit sans doute un peu trop « événementiel » à notre gré ; mais deux surtout dominant : une bonne conscience, une satisfaction de soi qui parfois font sourire, et la hantise du désordre.

Il incarne une génération traumatisée par le phénomène révolutionnaire et l'instabilité politique ; de Louis XVI à Napoléon III, il a vu défiler au moins sept régimes, et connu — ou plutôt subi — trois révolutions ; il meurt juste quelques mois avant la Commune... Cela ne pouvait pas ne pas le marquer très profondément ; aux yeux de ce grand propriétaire rouennais

(26) Cf. notre article *A la recherche de la bourgeoisie rouennaise du XIX^e siècle*, dans *Les Amis de Flaubert*, n° 35, décembre 1969, p. 18-30.

au soir de sa vie, l'Histoire apparaît comme le duel manichéen de l'Ordre et de la Révolution, autant dire le Bien contre le Mal.

« Il est temps que les bons se rassurent et que les méchants tremblent... ». Curmer, qui rédige ses souvenirs au moment-même où le Prince-Président proclame ces paroles, a la certitude de faire partie des premiers. Ne s'est-il pas toujours conformé à la Morale ? N'a-t-il pas payé ses dettes et même celles de son père par respect scrupuleux des contrats ? N'a-t-il pas été bon époux et bon père de famille ? Tout en ayant la meilleure opinion de lui-même et un net sentiment de supériorité, il ne se considère pas comme un privilégié, encore moins comme un profiteur du système qu'il défend : s'il est riche, il le doit à ses qualités d'ordre, d'épargne, à son honnêteté en affaires ; quant à son rôle politique et municipal, il n'a jamais été que la reconnaissance de ses vertus et de capacités qu'il a mises au service du bien public. Comment ne serait-il pas pleinement satisfait de lui ?

Parmi ses archives se trouve le brouillon d'une sorte de testament spirituel : au milieu de pensées d'ailleurs fort sincères, on peut lire cette adresse à ses héritiers, digne conclusion d'une existence bourgeoise toute entière sous le signe de la bonne conscience :

« Vous qui connaissez ma vie, comment pourriez-vous redouter pour moi la sévérité du Juge ?... »

Jean-Pierre CHALINE

attaché de recherches au C.N.R.S.

A N N E X E

TABLEAU GENEALOGIQUE DE LA FAMILLE CURMER

Origine : Pont-Audemer, xvii^e siècle.

Jean Claude CURMER
Négociant ; s'installe à Rouen ;
10 enfants dont

Jean-Baptiste CURMER
(1724-1796)
Manufacturier à Darnétal ;
7 enfants dont

Jean-Baptiste CURMER
(1759-1841)
Manufacturier ; puis rentier à Versailles ;
épouse Sophie Binet, fille d'un riche drapier ;
1 enfant,

Jean-Baptiste Claude CURMER
(1782-1870)
Négociant, puis propriétaire ; maire de Rouen en 1815,
conseiller municipal de 1832 à 1848, puis de 1852 à 1865,
conseiller général de 1833 à sa mort, député en 1837 ;
épouse en 1808 Victorine Bourgeois, fille de négociant ;
2 filles,

Adrienne CURMER
épouse un agent de change
parisien.

Blanche CURMER
épouse un grand propriétaire
rouennais.